

Les Subsidies

Voyons s'ils peuvent s'en prendre à ma prochaine citation qui provient de l'Office de commercialisation du lait du Nouveau-Brunswick. Même les conservateurs trouveront difficile de ne pas croire cet organisme. D'autres offices de commercialisation du lait se sont prononcés dans le même sens. Le Syndicat national des cultivateurs parle de la possibilité que la gestion de l'offre devienne impossible sous le régime d'un accord global sur le commerce bilatéral. Je cite:

L'élimination de la gestion de l'offre et des barrières commerciales entraînerait une réduction du prix du lait et des produits laitiers pour les consommateurs du Nouveau-Brunswick. Ceux-ci auraient accès à une gamme plus étendue d'imitations de produits laitiers (importés) que ce n'est le cas actuellement. Les producteurs de lait verraient leurs revenus réduits substantiellement. Ils se retrouveraient devant cette alternative: abandonner la production laitière ou accroître leur production afin de maintenir leurs revenus.

Comme vous le savez, monsieur le Président, étant donné les énormes excédents laitiers accumulés aux États-Unis à l'heure actuelle, plus considérables que toute la production canadienne, que gagnerions-nous à surproduire pour chercher à rétablir les revenus qui seraient perdus dans l'éventualité de la disparition de notre système de gestion de l'offre? J'aimerais bien que les députés d'en face nous disent si nous devrions à leur avis avoir un accord global et bilatéral de libre-échange qui s'appliquerait à l'agriculture. Pensent-ils qu'il vaut la peine de garder notre système de gestion de l'offre? Je crois que oui.

Dans les quelques minutes qui me restent, je voudrais m'expliquer davantage sur le sujet.

[Français]

M. Boudria: Monsieur le Président, dans la circonscription de Glengarry—Prescott—Russell que je représente, on trouve un grand nombre de producteurs laitiers, et ces derniers sont fort inquiets au sujet du dossier sur le libre-échange. Vous vous souviendrez sans doute, monsieur le Président, que j'ai déposé dans cette Chambre même des pétitions signées par 4,000 électeurs de Glengarry—Prescott—Russell concernant ce dossier. Ces électeurs voulant, demandant et exigeant même l'assurance de ce gouvernement conservateur que leurs quotas de lait soient préservés... Je remarque le député qui hurle de l'autre côté, et je lui rappelle que c'est le gouvernement libéral qui a étali le système de contingentement de production. Et, monsieur le Président, c'est notre parti qui l'a établi et nous n'avons aucunement l'intention de laisser les conservateurs l'abolir. Et tant et aussi longtemps que je serai député dans cette Chambre, je tenterai du mieux que je le peux de protéger les producteurs laitiers de la circonscription que je représente.

[Traduction]

Je dirai très brièvement que les agriculteurs canadiens ne sont pas contents de la mesure du 26 février relative à l'hypothèque basée sur le prix des produits agricoles. Ils ont très clairement fait savoir qu'ils n'en voulaient pas et que cette mesure était injuste et, dans l'ensemble, inutile pour l'agriculture. Ce n'est pas la panacée, quoi qu'en disent les conservateurs.

[Français]

Monsieur le Président, si j'avais pu avoir plus de temps, j'aurais pu élaborer davantage sur le dossier que j'ai soulevé ainsi que sur plusieurs autres dans le secteur agricole.

Mais, en terminant, je veux féliciter l'honorable député d'Algoma (M. Foster) pour son excellente initiative de porter ce dossier à l'attention de la Chambre des communes et on espère, monsieur le Président, que le gouvernement écoute et qu'il agira de la façon proposée par mon honorable collègue d'Algoma.

M. le vice-président: L'honorable député de Champlain (M. Champagne) sur une question ou un commentaire.

M. Champagne: Monsieur le Président, premièrement, lorsque mon collègue de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria) parle de promesses brisées par notre gouvernement, lorsqu'il parle et justement des promesses qu'on a faites à Sherbrooke, je voudrais lui rappeler qu'il a oublié de nommer plusieurs des promesses qu'on a tenues, lesquelles apparaissent dans le document et qu'il a omis volontairement de lire. La première, la politique laitière à long terme. Monsieur le Président, on a promis cela pendant la campagne électorale et lorsque le député de Glengarry—Prescott—Russell vient nous dire que c'est son gouvernement qui a mis le contingentement en place, je lui dis que c'est complètement faux, parce que ce sont les producteurs agricoles qui se sont donnés ce contingentement. C'est une volonté de l'ensemble des producteurs agricoles canadiens.

Deuxièmement, monsieur le Président, en 1981, le gouvernement libéral promettait de signer une politique laitière à long terme. Qui a brisé la promesse? Ce sont eux les libéraux. C'est nous qui l'avons signée, c'est nous qui avons payé les pertes de récoltes de 1983 parce que les libéraux ne voulaient rien faire, ne voulaient pas payer. Les producteurs agricoles du Québec: les laisser tomber. C'est nous, monsieur le Président, ce ne sont pas les libéraux. Ils n'ont rien fait là-dedans. Qui a baissé les taux d'intérêt alors qu'ils étaient à 22 p. 100 dans le temps des libéraux, et qui a fait faire des faillites à nos producteurs agricoles du Québec et du Canada? Ce sont les libéraux, et jamais ils n'ont osé se lever, encore moins le député de Glengarry—Prescott—Russell, pour défendre les intérêts des producteurs agricoles.

Monsieur le Président, les producteurs agricoles canadiens savent jusqu'à quel point les libéraux, et d'ailleurs le député de Glengarry—Prescott—Russell était supposé venir à Trois-Rivières—il ne s'est même pas présenté, il n'a même pas eu le courage de venir dire aux producteurs agricoles de ma région les faussetés qui sont véhiculées par son gouvernement—et, monsieur le Président, je dirai en terminant que le député de Glengarry—Prescott—Russell devrait apprendre à lire et être au moins assez honnête pour dire ce que notre gouvernement a fait de bon et cesser de critiquer sur des choses positives que notre gouvernement a faites.

M. Boudria: Monsieur le Président, je viens de comprendre la mentalité conservatrice, je viens de comprendre la mentalité conservatrice.

Des voix: Oh! Oh!

M. Della Noce: Si tu as compris, ne traverse pas!

M. le vice-président: L'honorable député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria) devrait répondre.